

2° Formation pour l'obtention du certificat d'inspecteur de police : 2,5/12 du traitement correspondant à une ancienneté pécuniaire égale à dix ans dans l'échelle de traitement 1.50 bis, fixée par l'arrêté royal du 25 juin 1990 précité, indexé au 1^{er} janvier de chaque année et augmenté de 26 % représentant les charges de sécurité sociale incombant à la commune.

3° Formation pour l'obtention du brevet d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi : 2,5/12 du traitement correspondant à une ancienneté pécuniaire égale à dix ans dans l'échelle de traitement 1.43 fixée par l'arrêté royal du 25 juin 1990 précité, indexé au 1^{er} janvier de chaque année et augmenté de 26 % représentant les charges de sécurité sociale incombant à la commune.

Art. 5. Les montants forfaitaires sont diminués si les crédits budgétaires s'avèrent insuffisants pour couvrir la somme totale des subventions qui serait obtenue en multipliant lesdits montants par le nombre d'élèves.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Woluwe-Saint-Lambert, le 5 septembre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET MINISTERE DES FINANCES**

F. 91 — 2456

11 JUILLET 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1883 contenant règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux modifiée par la loi du 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 1883 contenant règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques, notamment le chapitre 13, modifié par les arrêtés royaux des 5 décembre 1952, 16 juin 1967 et 16 mai 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que, conformément à l'arrêt de la Cour européenne de Justice du 5 juillet 1990, il est urgent de supprimer les autorisations obligatoires pour l'importation d'animaux vivants à partir des Etats membres de la Communauté économique européenne;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 47 de l'arrêté royal du 20 septembre 1883 contenant règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques, modifié notamment par les arrêtés royaux des 5 décembre 1952, 16 juin 1967 et 16 mai 1989 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 47, § 1^{er}. L'importation et le transit d'animaux vertébrés vivants et d'animaux vivants des espèces invertébrées désignées par le Ministre de l'Agriculture sont soumis à la délivrance préalable d'une autorisation particulière ou générale par le Ministre de l'Agriculture ou par le fonctionnaire qu'il désigne à cet effet. Cette autorisation définit le cas échéant, les conditions particulières visées à l'article 49.

2° Opleiding voor het behalen van het getuigschrift van inspecteur van politie : 2,5/12 van de wedde die overeenstemt met tien jaar geldelijke anciënniteit in weddeschaal 1.50 bis, vastgesteld bij het voormelde koninklijk besluit van 25 juni 1990, geïndexeerd op 1 januari van elk jaar en vermeerderd met 26 % sociale zekerheidsbijdrage ten laste van de gemeente.

3° Opleiding voor het behalen van het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings : 2,5/12 van de wedde die overeenstemt met tien jaar geldelijke anciënniteit in weddeschaal 1.43, vastgesteld bij het voormelde koninklijk besluit van 25 juni 1990, geïndexeerd op 1 januari van elk jaar en vermeerderd met 26 % sociale zekerheidsbijdrage ten laste van de gemeente.

Art. 5. De forfaitaire bedragen worden verminderd wanneer blijkt dat de begrotingskredieten onvoldoende zijn om het totale bedrag van de subsidies te dekken dat bekomen zou worden wanneer deze bedragen vermenigvuldigd worden met het aantal leerlingen.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Sint-Lambrechts-Woluwe, 5 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

**MINISTERIE VAN LANDBOUW
EN MINISTERIE VAN FINANCIËN**

N. 91 — 2456

11 JULI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 september 1883 houdende reglement van algemeen bestuur van de diergeneeskundige politie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987 gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 september 1883 houdende reglement van algemeen bestuur van de diergeneeskundige politie, inzonderheid op hoofdstuk 13, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 december 1952, 16 juni 1967 en 16 mei 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de verplichte machtigingen voor invoer van levende dieren uit Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap ingevolge het Arrest van het Europees Hof van Justitie van 5 juli 1990 dringend moeten worden afgeschaft;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 47 van het koninklijk besluit van 20 september 1883 houdende reglement van algemeen bestuur van de diergeneeskundige politie, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 december 1952, 16 juni 1967 en 16 mei 1989 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 47, § 1. De invoer in het land en de doorvoer van levende gewervelde dieren en van door de Minister van Landbouw aangeduide soorten levende ongewervelde dieren is onderworpen aan een voorafgaandelijke bijzondere of algemene machtiging afgegeven door de Minister van Landbouw of door de ambtenaar die hij daartoe aanduidt. Deze machtiging bepaalt desgevallend de bijzondere voorwaarden bedoeld bij artikel 49.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux animaux qui se trouvent en libre circulation dans un État membre de la Communauté économique européenne.

L'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} n'est délivrée que pour les pays figurant sur une liste fixée par le Ministre de l'Agriculture. S'il existe dans le pays d'origine ou de provenance une maladie qui présente un risque de contamination, le fonctionnaire visé à l'alinéa 1^{er} peut suspendre la délivrance d'autorisations pour ce pays. Dans ce cas, il peut retirer des autorisations déjà délivrées, par lettre recommandée au bénéficiaire de l'autorisation, sans que ce dernier ne puisse faire valoir aucun droit à une indemnisation.

§ 2. Le Ministre de l'Agriculture peut également soumettre l'importation et le transit de produits animaux et de substrats qu'il détermine, à la délivrance préalable d'une autorisation particulière ou générale.

Les dispositions du § 1^{er} s'appliquent mutatis mutandis aux autorisations visées au 1^{er} alinéa.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du § 1^{er}, le responsable doit signaler l'importation d'animaux domestiques agricoles vivants et d'animaux sauvages vivants, solipèdes ou biongulés, carnivores, primates, volailles et psitacidés, au Service vétérinaire au moins vingt-quatre heures avant l'arrivée prévue à l'exploitation ou l'abattoir de destination.

Le Ministre de l'Agriculture définit les modalités d'application de l'alinéa 1^{er}. Il peut en outre définir dans quels cas des dérogations aux dispositions de l'alinéa 1^{er} peuvent être accordées.

§ 4. L'importation d'animaux vivants des espèces bovine, porcine, ovine et caprine ne peut être effectuée que par des personnes agréées par le Ministre de l'Agriculture comme marchand ou comme transporteur en application de l'arrêté royal du 22 août 1984 relatif à l'agrément des personnes qui commercialisent et transportent des animaux domestiques.

L'importation de psitacidés ne peut être effectuée que via une installation de quarantaine agréée à cette fin. Le Ministre de l'Agriculture définit les modalités particulières pour de telles importations.

Une dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er} est accordée aux personnes qui importent des animaux vivants destinés à l'exploitation dont elles sont les responsables. Le Ministre de l'Agriculture définit dans quelles conditions une dérogation peut être donnée aux dispositions de l'alinéa 2.

§ 5. Le Ministre de l'Agriculture ou, le cas échéant, le fonctionnaire visé au § 1^{er} peut refuser la délivrance d'autorisations d'importation ou de transit aux personnes qui n'ont pas respecté les dispositions des §§ 1^{er} à 4. Le Ministre de l'Agriculture définit les conditions particulières pour l'application du présent paragraphe.

Art. 2. Les contrôles appliqués lors de l'importation et du transit d'animaux vivants et de produits animaux sont effectués conformément aux directives 89/662/EEG, 90/425/EEG et 90/675/EEG du Conseil de la Communauté économique européenne.

Le Ministre de l'Agriculture définit les modalités d'exécution du présent article.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 2 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre des Finances et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juillet 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

M. EYSKENS

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

Lid 1 is niet van toepassing op dieren die zich in het vrije verkeer bevinden in een Lid-Staat van de Europese Economische Gemeenschap.

De machtiging bedoeld bij lid 1 wordt slechts afgeleverd voor landen die voorkomen op een lijst bepaald door de Minister van Landbouw. Indien in het land van oorsprong of van herkomst een ziekte voorkomt die gevaar voor besmetting oplevert, kan de ambtenaar bedoeld bij lid 1 het afleveren van machtigingen voor dat land tijdelijk opschorten. Hij kan in dat geval reeds afgeleverde machtigingen intrekken met een aangetekend schrijven aan de houder van de machtiging zonder dat deze enig recht op schadevergoeding kan doen gelden.

§ 2. De Minister van Landbouw kan ook de invoer in het land en de doorvoer van substraten en dierlijke produkten door hem bepaald aan een voorafgaandelijke bijzondere of algemene machtiging onderwerpen.

De bepalingen van § 1 zijn mutatis mutandis van toepassing op de machtigingen bedoeld bij lid 1.

§ 3. Onverminderd het bepaalde in § 1 moet de verantwoordelijke voor de invoer van levende landbouwhuisdieren en van in het wild levende een- of tweehoevigen, vleeseters, primaten, pluimvee en papegaaiachtigen ten minste vierentwintig uur vóór de vermoedelijke aankomst op het bedrijf of slachthuis van bestemming aan de Diergeneeskundige Dienst melden.

De Minister van Landbouw bepaalt de toepassingsmodaliteiten van lid 1. Hij kan tevens bepalen in welke gevallen ontheffing van de bepalingen van lid 1 kan worden verleend.

§ 4. Het invoeren van levende runderen, varkens, schapen en geiten mag slechts gebeuren door personen die als handelaar of vervoerder door de Minister van Landbouw zijn erkend in toepassing van het koninklijk besluit van 22 augustus 1984 betreffende de erkenning van personen die huisdieren verhandelen en vervoeren.

Het invoeren van papegaaiachtigen mag slechts gebeuren langs een hiertoe erkende quarantaineinrichting. De Minister van Landbouw bepaalt de bijzondere modaliteiten voor deze invoer.

Ontheffing op het bepaalde in lid 1 wordt gegeven aan de personen die levende dieren invoeren voor het bedrijf waarvan ze de verantwoordelijke zijn. De Minister van Landbouw bepaalt onder welke voorwaarden ontheffing kan worden gegeven op het bepaalde in lid 2.

§ 5. De Minister van Landbouw of desgevallend de ambtenaar bedoeld in § 1, kan het afleveren van invoer- en doorvoermachtigingen weigeren aan personen die de bepalingen van de §§ 1 tot 4 niet hebben nageleefd. De Minister van Landbouw bepaalt de bijzondere voorwaarden voor de toepassing van deze paragraaf.

Art. 2. De controles toegepast bij de in- en doorvoer van levende dieren en dierlijke produkten gebeuren volgens de richtlijnen 89/662/EEG, 90/425/EEG en 90/675/EEG van de Raad van de Europese Economische Gemeenschap.

De Minister van Landbouw bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van dit artikel.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt, met uitzondering van artikel 2 dat in werking treedt op 1 januari 1992.

Art. 4. Onze Minister van Buitenlandse Zaken, onze Minister van Financiën en onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juli 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

M. EYSKENS

De Minister van Financien,

Ph. MAYSTADT

De Staatssecretaris van Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER